



A37-WP/350  
TE/171  
1/10/10

## **ASSEMBLÉE — 37<sup>e</sup> SESSION**

### **COMMISSION TECHNIQUE**

#### **PROJET D'ÉLÉMENTS DE RAPPORT SUR LE POINT 29 DE L'ORDRE DU JOUR**

Les éléments ci-joints sur le point 29 de l'ordre du jour sont présentés à la Commission technique pour examen.

---

**Point 29 : Rapport sur la mise en œuvre du Programme universel OACI d'audits de supervision de la sécurité (USOAP) conformément à l'approche systémique globale et sur l'évolution du Programme universel d'audits de supervision de la sécurité (USOAP) de l'OACI au-delà de 2010**

29.1 La Commission a examiné la note A37-WP/36, présentée par le Conseil, contenant un rapport sur la mise en œuvre de l'USOAP de l'OACI dans le cadre de l'approche systémique globale. La note de travail donnait des renseignements sur les audits et autres activités du programme entre 2005 et 2010. Elle mettait aussi en évidence le volume considérable de renseignements recueillis dans le cadre de l'USOAP, qui seront d'une grande utilité pour évaluer la situation de mise en œuvre des normes et pratiques recommandées (SARP) de l'OACI et la mise en œuvre effective par les États des éléments critiques d'un système de supervision de la sécurité.

29.2 La Commission a examiné la note A37-WP/37, également présentée par le Conseil, qui proposait un projet de Résolution de l'Assemblée sur la méthode de surveillance continue (CMA). La CMA impliquera l'établissement d'un système pour suivre les moyens de supervision de la sécurité des États contractants de manière permanente. Elle permettra aussi d'échanger des renseignements sur la sécurité entre l'OACI et les autres parties prenantes intéressées. Une période de transition à la CNA a été provisoirement fixée à deux ans.

29.3 La Commission a examiné la note WP/235, présentée par la République de Corée, qui demandait que l'OACI examine une suggestion pour la fourniture d'appui technique aux États pour le renforcement de la CMA.

29.4 La Commission a rappelé que la note WP/81, présentée par la Belgique au nom de la Communauté européenne et de ses États membres et par les autres États membres de la Conférence européenne de l'aviation civile, appuyait le passage à une CMA. La Commission a examiné la note WP/107, présentée par les États-Unis, qui appuyait également l'évolution vers une CMA.

29.5 La Commission a examiné la note WP/137, présentée par la CAFAC au nom de 53 États africains, qui notait renseignements figurant dans les notes WP/36 et WP/37 mais exprimait des préoccupations concernant le délai de deux ans pour le passage à la CMA et demandait une approche plus souple. Cette note appelait aussi à prendre des mesures pour appuyer les États africains.

29.6 Au cours des débats qui ont suivi, l'importance de fournir au public des renseignements généraux sur la sécurité de l'aviation a été soulignée. Il a été suggéré que les organisations régionales de supervision de la sécurité soient intégrées dans la CNA et que l'assurance qualité soit rendue hautement prioritaire dans le cadre de la nouvelle méthode.

29.7 Une note d'information a été communiquée par Cuba (A37-WP/150).

29.8 La Commission a exprimé un soutien unanime pour la CNA et il y a eu un appui général pour le plan de transition. Les défis auxquels sont confrontés les États africains ont été reconnus. Il a été rappelé aux délégués que le Programme ACIP avait été prolongé pour couvrir le prochain triennat et qu'un soutien supplémentaire était apporté par les bureaux régionaux ESAF et WACAF de l'OACI. Il est prévu un complément de formation pour les Administrateurs – Sécurité des bureaux régionaux au moyen

d'un atelier qui aura lieu fin octobre et le Secrétaire général a approuvé que du personnel supplémentaire dans le domaine de la sécurité aérienne occupe des postes aux bureaux régionaux AFI.

29.9 Au regard du débat, la Commission soumet la résolution suivante pour adoption par la Plénière :

**Résolution 29/1 : La méthode de surveillance continue du Programme universel d'audits de supervision de la sécurité (USOAP)**

*L'Assemblée,*

*Considérant* que l'objectif premier de l'Organisation reste de veiller à la sécurité de l'aviation civile internationale à l'échelle mondiale,

*Considérant* que l'article 37 de la Convention exige de chaque État contractant qu'il prête son concours pour atteindre le plus haut degré réalisable d'uniformité dans les règlements, pratiques, procédures et l'organisation relatifs à toutes les matières pour lesquelles une telle uniformité facilitera et améliorera la navigation aérienne,

*Considérant* que la supervision de la sécurité et la sécurité de l'aviation civile internationale en général sont la responsabilité des États contractants, tant collectivement qu'individuellement, et qu'elles dépendent également de la collaboration active de l'OACI, des États contractants, de l'industrie et de toutes les autres parties prenantes à la mise en œuvre du plan pour la sécurité de l'aviation dans le monde (GASP),

*Considérant* que la Conférence DGCA/06 a formulé des recommandations visant à ce que le public puisse accéder aux informations appropriées des audits de supervision de la sécurité et à ce qu'un mécanisme supplémentaire soit établi pour résoudre rapidement les problèmes graves de sécurité (PGS) détectés par l'USOAP,

*Considérant* que la Conférence de haut niveau sur la sécurité (HLSC) de 2010 a formulé des recommandations pour que l'OACI élabore des critères pour la communication des PGS aux parties prenantes intéressées et évalue comment l'information sur les PGS pourrait être communiquée au public sous une forme qui leur permettrait de prendre une décision éclairée au sujet de la sécurité du transport aérien,

*Considérant* que la Conférence de haut niveau sur la sécurité de 2010 a formulé des recommandations pour que l'OACI conclue de nouvelles ententes et amende les ententes en vigueur concernant la communication des renseignements confidentiels sur la sécurité aux entités et organisations internationales afin de réduire le fardeau que font peser sur les États des audits ou des inspections répétitifs et de réduire le chevauchement des activités de surveillance,

*Rappelant* que, à sa 32<sup>e</sup> session ordinaire, l'Assemblée a décidé que soit créé un programme universel d'audits de supervision de la sécurité portant sur la réalisation par l'OACI d'audits de la sécurité réguliers, obligatoires, systématiques et harmonisés,

*Considérant* que la mise en œuvre de l'USOAP a été une réalisation majeure pour la sécurité de l'aviation, qui répond avec succès au mandat confié par les Résolutions A32-11 et A35-6 et offre les moyens d'évaluer les capacités de supervision des États contractants et de déterminer les domaines à améliorer,

*Rappelant* que la Résolution A33-8 a chargé le Secrétaire général d'entreprendre une étude portant sur l'élargissement du programme à d'autres domaines en rapport avec la sécurité,

*Rappelant* les objectifs de l'USOAP, qui sont de faire en sorte que les États contractants s'acquittent comme il convient de leurs responsabilités en matière de supervision de la sécurité,

*Reconnaissant* qu'il est essentiel que le programme USOAP continue de couvrir toutes les dispositions des Annexes liées à la sécurité afin de promouvoir l'application adéquate des normes et pratiques recommandées en rapport avec la sécurité,

*Reconnaissant* que le Secrétaire général a pris les mesures appropriées pour veiller à l'établissement d'un mécanisme indépendant d'assurance de la qualité pour contrôler et évaluer la qualité du programme,

*Reconnaissant* que la mise en œuvre efficace des plans d'action des États est essentielle pour renforcer la sécurité globale de la navigation aérienne mondiale,

*Reconnaissant* les contributions à l'amélioration de la sécurité qui résultent des audits réalisés par des organismes internationaux et régionaux, notamment ceux qui ont une entente avec l'OACI, tels que l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA), l'Association du transport aérien international (IATA) et l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (EUROCONTROL),

*Reconnaissant* que la transparence et le partage des informations sur la sécurité constituent un des principes fondamentaux d'un système de transport aérien sûr,

1. *Exprime* son appréciation au Secrétaire général pour le succès du Programme universel OACI d'audits de supervision de la sécurité ;

2. *Charge* le Secrétaire général de restructurer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, le Programme universel OACI d'audits de supervision de la sécurité afin d'adopter une approche systémique globale pour la réalisation des audits de supervision de la sécurité dans tous les États contractants ;

3. *Charge* le Secrétaire général de veiller à ce que l'approche systémique globale préserve les éléments essentiels des dispositions relatives à la sécurité contenues dans l'Annexe 1 — Licences *du personnel*, l'Annexe 6 — *Exploitation technique des aéronefs*, l'Annexe 8 — *Navigabilité des aéronefs*, l'Annexe 11 — *Services de la circulation aérienne*, l'Annexe 13 — *Enquêtes sur les accidents et incidents d'aviation* et l'Annexe 14 — *Aérodromes* ;

4. *Charge* le Secrétaire général de veiller constamment au maintien du mécanisme d'assurance de la qualité établi pour contrôler et évaluer la qualité du programme, ainsi que la transparence de tous les aspects du processus d'audit ;

5. *Charge le Conseil* d'élaborer des critères de communication des PGS avec les parties prenantes intéressées et qu'il évalue comment les renseignements liés à des PGS pourraient être communiqués au public sous une forme permettant à ce dernier de prendre une décision en connaissance de cause au sujet de la sécurité du transport aérien ;

6. *Charge le Secrétaire général* de mettre à la disposition de tous les États contractants tous les renseignements liés à la supervision de la sécurité produits par la CMA, sur le site web à accès restreint de l'OACI ;

7. *Charge le Secrétaire général* de continuer à encourager la coordination et la coopération entre l'USOAP et les programmes d'audits d'autres organisations liés à la sécurité de l'aviation, en vue du partage de renseignements confidentiels sur la sécurité afin de réduire le fardeau qu'imposent aux États des audits ou inspections répétitifs et de diminuer le chevauchement systématique d'activités de suivi ;

8. *Charge le Secrétaire général* de continuer à améliorer la base de données pour l'échange d'informations sur la sécurité des vols (FSIX), afin de faciliter la communication des renseignements critiques pour la sécurité selon qu'il convient aux États contractants, à l'industrie et aux autres parties prenantes, selon le cas ;

9. *Invite* tous les États contractants qui sont en mesure de le faire à détacher auprès de l'Organisation, pour des périodes longues ou courtes, des experts qualifiés et expérimentés pour permettre à l'Organisation de poursuivre avec succès la mise en œuvre du programme ;

10. *Prie instamment* tous les États contractants de soumettre à l'OACI, dans les délais prescrits, et de tenir à jour tous les renseignements et documents relatifs à la préparation et à la réalisation d'un audit, afin d'assurer la mise en œuvre efficace et efficiente de l'USOAP-CMA ;

11. *Prie instamment* tous les États contractants de coopérer avec l'OACI et d'accepter, dans toute la mesure possible, les missions d'audit planifiées par l'Organisation, afin de faciliter le bon déroulement de l'USOAP-CMA ;

12. *Prie instamment* tous les États contractants de faire bénéficier d'autres États contractants des informations essentielles sur la sécurité pouvant avoir une incidence sur la navigation aérienne internationale et de faciliter l'accès à toutes les informations pertinentes sur la sécurité ;

13. *Encourage* les États contractants à utiliser pleinement les informations sur la sécurité disponibles lorsqu'ils exécutent leurs fonctions de supervision de la sécurité, notamment pendant les inspections prévues à l'Article 16 de la Convention ;

14. *Rappelle* aux États contractants la nécessité d'une surveillance de toutes les opérations aériennes sur leur territoire, y compris celles qui concernent les aéronefs étrangers, et de prendre les mesures nécessaires pour préserver la sécurité ;

15. *Charge le Conseil* de présenter un rapport sur la mise en œuvre générale de l'USOAP-CMA à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée ;

16. *Déclare que la présente résolution annule et remplace les Résolutions A35-6 : Transition vers une approche systémique globale pour la réalisation des audits du Programme universel OACI d'audits de supervision de la sécurité (USOAP) et A36-4 : Application d'une méthode de surveillance continue pour le Programme universel OACI d'audits de supervision de la sécurité (USOAP) de l'OACI au-delà de 2010, ainsi que les paragraphes un à six du dispositif de A36-2 : Stratégie unifiée pour résoudre les carences en matière de sécurité.*

— FIN —